

## Alcool et tabac : le coup de la sympathie

*Pour mieux étouffer une idée, trouvez-la sympathique! C'est la tactique choisie une nouvelle fois par le Conseil national pour écarter une initiative lancée par des "jeunes". Après les "douze dimanches sans voitures", c'est l'interdiction de la publicité pour l'alcool et le tabac (voir en page 2 et 3) qui échoue d'être trop appréciée des parlementaires: bonne note pour l'idéalisme, jeunes gens, mais pour les choses concrètes, laissez-nous faire...*

*Tout d'abord, assez de mesures étatiques: le peuple n'en veut plus, prétend le Parlement; laissons donc agir en toute impunité les lobbies du tabac et de l'alcool... Pas du tout, rétorque le Conseil fédéral: nous révisons la loi sur l'al-*

*cool, nous préparons un texte sur la prévention. Hélas, voilà une chanson bien connue; et les réalisations concrètes trainent: les 120 000 alcooliques en Suisse ne sont pas un groupe de pression dangereux.*

*Et puis, techniquement, cette interdiction ne serait pas réalisable... Ce qui n'empêche pas qu'en Europe, sept pays ont interdit totalement ou presque la publicité pour le tabac et quatre pour l'alcool, suivant en cela la recommandation de l'Organisation mondiale de la santé; et pourquoi cette publicité est-elle déjà absente de la majorité des radios et des télévisions?*

*D'accord, l'interdiction de la publicité, pas plus que la prohibition des produits n'empêchera pas les excès. Mais elle pourrait faire disparaître cette ambiance insidieuse, cet environnement étouffant, fait de multiplication d'images qui, dans notre inconscient — c'est du reste leur but — deviennent rapidement des modèles de comportement. Parier sur la famille et sur l'école dans la lutte contre la dépendance est illusoire quand les marchands disposent de millions pour leurs campagnes "éducatives".*

## La violence officielle et l'autre

Un homme s'est donné la mort dans un quartier périphérique de Genève en s'inondant d'essence et en y mettant le feu. Il a laissé à sa femme et à ses deux garçons un message très simple: "Je ne supporte plus d'être chômeur".

On le disait "pas très stable" et un peu "mythomane". Pendant ce qu'il est convenu de nommer la période de haute conjoncture, il changeait fréquemment de place, toujours, affirmait-il, "pour occuper un emploi plus important".

Ses voisins hochaient la tête lorsqu'il leur faisait lire des certificats, tous plus élogieux les

uns que les autres, et qui concordaient peu avec les informations qu'ils avaient.

La "crise" permet d'éliminer tout ce qui n'est pas dans la norme.

Une fois de plus, il avait quitté son emploi, mais cette fois-ci, il n'en a pas trouvé un autre. La presse n'a pas parlé de ce "fait divers". Une déontologie heureuse si on sait combien les suicides sont réputés "contagieux". Mais cette discrétion évite du même coup de parler des extrémités auxquelles peut acculer le chômage, du climat de violence qu'il fait peser sur les travailleurs. La violence, c'est officiel, c'est le monopole des Brigades Rouges et de la Bande à Baader.

J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand  
N° 460 29 juin 1978  
Quinzième année

Rédacteur responsable:  
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc  
Abonnement  
pour une année: 48 francs.

Administration, rédaction:  
1002 Lausanne, case 2612  
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1  
Tél. 021 / 22 69 10  
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro:  
Rudolf Berner  
Claude Bossy  
Jean-Daniel Delley

460

## Les marchands de tabac et l'art de faire vibrer la corde nationaliste

C'est donc selon toute probabilité, sans l'appui des autorités fédérales, que les Bons Templiers iront devant le peuple avec leur initiative visant à l'inscription dans la Constitution d'une disposition interdisant totalement la publicité pour l'alcool et le tabac (des exceptions pouvant être consenties à des publications étrangères à très faible diffusion dans notre pays): le verdict des conseillers nationaux, l'autre jour ne manquait pas de netteté, 84 voix "contre" et 46 "pour" (voir aussi en page 1).

Le débat — mis à part des interventions socialistes très fermes et des prises de position aiguës de la part des conseillères mettant l'accent sur le gaspillage publicitaire et sur le coût social du tabagisme et de l'alcoolisme — le débat donc devant la Chambre du peuple laisse quant à lui un goût d'inachevé. Oh bien sûr, personne ne s'est levé pour nier à la tribune l'urgence de mesures énergétiques contre les "fléaux" en question! Au contraire... Mais il fallait attaquer par d'autres biais, la révision de la loi sur l'alcool, par exemple, ou celle sur la prévention des toxicomanies, ou celle de l'ordonnance sur le commerce des denrées alimentaires... Et d'ailleurs que sait-on au juste des effets exacts de la publicité... Bref, d'accord pour sévir, mais une autre fois et autrement! L'ambiguïté de certaines interventions laisse entrevoir en fait l'importance énorme des intérêts en jeu; elle traduit également un sentiment d'impuissance devant le déferlement des initiatives, publicitaires et autres, prises par les marchands de tabac.

Il est vrai qu'en Suisse, nous en sommes aux balbutiements d'une prise de conscience; d'autres pays se sont lancés de longue date dans la lutte et une petite revue de la situation mondiale sur ce front est révélatrice des rapports

de force économiques et sociaux dans ce secteur. (1)

Voyez aux *Etats-Unis*, qui font figure ici de pionniers! Où en est-on? Aujourd'hui, le secrétaire d'Etat à la santé, à l'éducation et à la sécurité sociale cherche à obtenir du Congrès neuf millions de dollars supplémentaires pour intensifier la campagne gouvernementale contre le tabac (budget actuel, une vingtaine de millions de dollars); les deux tiers de cette "rallonge" seraient consacrés à la mise au point de matériels éducatifs destinés en premier lieu aux quelque quatre mille jeunes Américains qui commencent chaque jour à fumer. L'argument-choc du secrétaire d'Etat: en 1975, le pays a dépensé cinq à sept milliards de dollars pour soigner des maladies ayant un rapport avec le tabac, tandis que dix-huit milliards de dollars étaient perdus sous forme d'absentéisme causé par de telles maladies!

La réponse de l'industrie du tabac, en substance: d'accord pour la rallonge, mais consacrons-la à la recherche (accoutumance au tabac, motivations et comportements des fumeurs) plutôt qu'à ces mesures directes, tant il est vrai que les rapports médicaux sont contestables... Il est certain que les industriels trouveront des soutiens massifs dans de larges milieux: s'ils dépensent chaque année environ cinq cent millions de dollars en publicité pour les cigarettes (et quinze millions pour la promotion des ventes), on calcule que le tabac représente annuellement un milliard et demi de dollars d'exportations pour les Etats-Unis, six milliards de "rentées" fiscales, et un revenu d'un peu moins de deux milliards et demi au total pour les quelques six cent mille cultivateurs familiaux américains, sudistes pour la plupart. On admet malgré tout que les nouvelles mesures antitabac prises aux Etats-Unis auront au moins pour effet de diminuer la teneur moyenne en nicotine et goudrons des cigarettes. Déjà, à l'heure actuelle, une proportion croissante de la publicité (environ 60 pour cent) est consacrée aux cigarettes à faible teneur en goudron (elles ont le vent en poupe: augmen-

tation des ventes de près de 50 pour cent l'an passé), marché sur lequel règne Marlboro de Philip Morris (bénéfice net en hausse de 26,2 pour cent au cours des neuf premiers mois de 1977 par rapport à la même période en 1976) et Winston de Reynolds (respectivement 16,4 pour cent et 14,6 pour cent des ventes).

Conflit exemplaire également au *Royaume-Uni* où, de 1976 à 1977, la consommation de cigarettes a baissé d'environ cinq milliards d'unités. C'est en effet le secrétaire général de la Fédération des travailleurs des tabacs qui mène l'offensive contre le gouvernement, accusé de prévoir de nouvelles mesures anti-tabac, "hypocrites et paternalistes", sans avoir consulté le syndicat, "traité avec la même désinvolture que les fumeurs".

Dans un article retentissant paru dans l'hebdomadaire socialiste "Tribune", l'auteur relève que les trente mille employés de l'industrie du tabac en Grande-Bretagne sont menacés directement dans ces circonstances.

L'argumentation du syndicaliste: le groupe de pression anti-tabac est accusé de vouloir supprimer complètement l'usage du tabac; mieux vaudrait développer une cigarette moins nocive, faire de la publicité pour les marques faibles en nicotine, instaurer un impôt sur le tabac de caractère prohibitif qui toucherait le plus durement les retraités et aussi la classe ouvrière(!).

Et cette alerte à la défense de la liberté individuelle: "le gouvernement doit traiter ceux qui continuent à fumer comme des adultes et non comme de vilains petits enfants, inaptes et incapables de décider pour eux-mêmes". Et pour finir, cette perche tendue aux marchands de tabac: le tabac procure du plaisir aux fumeurs et constitue de plus un moyen inestimable de réduire la tension et le stress; si on supprimait le tabac, les gens s'adonneraient en bien plus grand nombre aux tranquillisants; et le gouvernement devrait utiliser une partie des revenus qu'il tire des fumeurs pour faire de la recherche médicale car "on n'a toujours pas défini ce qui, dans le tabac, est nui-

sible à la santé d'une minorité de fumeurs"... En Suède également, quatre fédérations représentant les travailleurs du tabac ont protesté dernièrement contre une proposition visant à interdire toute publicité pour le tabac; les syndicats en question mettent l'accent sur le fait qu'ils ne sauraient accepter une loi qui ne pénaliserait que la production nationale, une régie d'Etat, et qui "nuirait aux possibilités de mise au point, par cette régie, de produits de rechange". A l'appui de leur démonstration, ils citent une étude sur les résultats de campagnes similaires en Italie (publicité interrompue en 1962) et en Norvège (interruption en 1975) où, alors que la consommation totale n'a pas sensiblement baissé, on constate surtout que les marques étrangères ont profité de l'occasion pour s'imposer aux cigarettes "nationales".

En France également, le développement d'une campagne officielle contre l'abus du tabac (dès le mois de juillet, tous les paquets de cigares et de cigarettes devront mentionner le fait qu'il est dangereux de trop fumer) a suscité un conflit entre le Ministère de la santé et la régie nationale des tabac, la Seita (Service

d'exploitation industrielle du tabac et des allumettes) qui exploite dix-neuf fabriques employant en tout onze mille personnes, et dont le chiffre d'affaires annuel est de près de deux milliards et demi de dollars assurant environ deux pour cent et demi des revenus de l'Etat.

En guise de conclusion, et pour mémoire, les "grands" du tabac en Suisse (recensés par le "Handelszeitung"): Burrus, 680 employés, chiffre d'affaires 1977, 302 millions (baisse de quatre millions par rapport à l'année précédente); Rinsoz et Ormond, 621 employés, chiffre d'affaires 1977, 162 millions (en augmentation de deux millions par rapport à 1976); le groupe Villiger, le plus gros employeur avec 1273 salariés, passe d'un chiffre d'affaires de 111 millions en 1976 à 140 millions l'année passée; suivent BAT Suisse (429 employés) et Reynolds (160 employés) dont les résultats pour 1977 ne sont pas connus (ne publient aucun chiffre: Burger Söhne, Fabbrica Tabacchi et E. Weber & Cie).

1) Voir le bulletin (4-5/1978) de l'union internationale des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes.

d'une étude sur l'autogestion, un nouveau volet d'une enquête sur les "communautés". Dans un supplément grand format, "Le Rebrousse-poil" donne, sous le signe de la bande dessinée, la parole à huit dessinateurs ("habituellement limités par le peu de place que laisse la fabrication de journaux de contre-information, les dessinateurs regroupés là, souligne la rédaction du "Rebrousse-poil", disposent d'un espace afin d'exprimer, sans contraintes, leurs phantasmes favoris, leurs obsessions présentes ou leurs désirs débridés"), soit Ceppi, Habegger, Duplan, Leiter, Holleufer, Schmidt, Roberto et Petit-Roulet (adresse utile: 56 av. Béthusy, 1012 Lausanne, contre fr. 3.60 en timbres).

### "COOPERATION" ET LES PARAS

— Avec une certaine stupeur, les lecteurs de "Coopération" auront découvert, dans l'édition datée du 22 juin de cet hebdomadaire au glorieux passé, une pleine page illustrée consacrée aux "légionnaires en Afrique". Les paras au repos, les paras se rasant, etc., etc... Le style africain du président de la République française, par ailleurs muet sur les antécédents de tortionnaire du colonel responsable de l'opération (dans d'autres journaux illustrés on aura cependant noté la cordiale poignée de mains du colonel et du président à l'occasion de la visite de ce dernier en Corse, tout récemment), aurait-il fait des adeptes jusqu'à Bâle? Pas du tout, répond le "chef de la presse" coopérative Ugo Frey: "(...) Il n'était nullement dans notre intention de faire l'apologie de la présence française en Afrique; on supposait que le lecteur averti n'aurait pas manqué de ressentir quelques doutes quant à la signification de certaines interventions; la critique sous-entendue dans le texte lui en donnait tout de même l'occasion, et les photos aussi (crânes rasés, armes...). Dont acte! "Coopération" critique Giscard au deuxième degré (un peu lourd pour une page entière, mais enfin!). Il restera que pour la majorité des lecteurs, les crânes rasés des paras, c'est plutôt du troisième degré.

## RECU ET LU

### La presse suisse campe sur ses positions

"L'analyse médias", publiée chaque année sous l'égide de Ringier et qui fait le point, principalement à l'intention des annonceurs, des "probabilités de contacts" offertes par une publicité insérée dans l'une ou l'autre des principales publications (périodiques et quotidiens) de notre pays, vient de paraître. Sans entrer dans les détails, une première conclusion: à travers les régions, l'équilibre des forces semble acquis en matière de presse; d'une année à l'autre, les quotidiens et les périodiques (mis à part quelques variations à la baisse en Suisse

romande de "Bouquet", "Radio TV/Je vois tout" ou "Trente jours" par exemple) campent sur leurs positions dans un ordre toujours le même, dominé par "24 Heures", naturellement.

— Dans le magazine hebdomadaire du "Tages Anzeiger", un article remarquablement précis et documenté sur le "petit crédit" (le thème général: petit crédit, grand danger!).

— Le mensuel "d'action non-violente, d'écologie et de contre-information", "Le Rebrousse-poil", dont nous avons parlé dans ces colonnes, poursuit la mise au point de sa formule de successeur du "Résistant à la guerre" et de "Combat non-violent"; au sommaire de ce numéro de juillet/août; à relever notamment la suite

# Infiltration des multinationales aux Nations Unies : de la mission officielle à la prospection commerciale

L'infiltration des multinationales (suisses) dans des institutions spécialisées des Nations Unies? Mais puisque on vous répète que c'est parfaitement normal, pourquoi insister (DP 457,458 et 459)...

Au fait, quelles sont les retombées pratiques de ce jeu, réputé "normal", des influences économiques et sociales des multinationales à travers les organisations internationales? On a assez dit combien le tiers monde n'avait qu'à se féliciter de l'attention bienveillante que lui porte le monde industrialisé; voyons un peu le revers de cette somptueuse médaille!

Par exemple, le Programme de coopération de l'industrie (ICP). Pour mémoire, cet organisme regroupe à l'heure actuelle les principales sociétés transnationales de l'agro-industrie (voir annexe) et même, à côté des firmes agro-alimentaires, celles de l'industrie des pesticides, des plastiques, des machines agricoles, ainsi que... l'inévitable IBM.

À première vue, on conçoit fort bien l'intérêt, pour la FAO, Organisation pour l'agriculture et l'alimentation des Nations Unies, de liens étroits avec ce concentré de puissance industrielle: comment se passer de ces messieurs pour "stimuler" le développement agricole du tiers monde?

Il est cependant des alliés qui peuvent se révéler envahissants. Huit ans après l'apparition de l'ICP au sein des organisations internationales comme "point de contact principal entre la FAO et l'industrie", on a pu constater quelle place avait prise "sur le terrain" (1). En 1974 donc, la famine en Ethiopie fait les gros titres de la presse internationale. En février-mars, une mission se rend à Addis-Abéba, sous le haut patronage de la FAO, pour étudier la situation de l'élevage dans le pays et "évaluer les possibilités de futurs investissements étrangers" dans l'industrie de la viande. Les délégués bénéficient sur place de toutes les introductions et de toutes les facilités

d'une mission officielle et internationale. Quoi de plus "normal"?

A y regarder de plus près, une première incongruité: des représentants de grandes firmes privées font l'essentiel de la délégation, de A. E. Hardwick, de Birds Eye Foods Ltd., filiale britannique de Unilever, de N. F. A. Whittenbury, dirigeant de Pet Foods Mars, filiale britannique de la société transnationale américaine Mars de W.A. French, société transnationale basée en Grande-Bretagne, à E. Grieco, représentant de Gi & Gi, société transnationale basée en Italie, deux de ces personnalités représentant donc des maisons spécialisées dans la production d'aliments pour chiens et chats (Pet Foods Mars et Meade Londsdale/Spillers)... Le fruit du travail d'investigation de ces distingués spécialistes n'est pas moins étrange. Le rapport rédigé à l'issue de ce voyage d'étude "offre cette particularité que les développements envisagés de l'industrie de la viande sont analysés dans la seule optique des possibilités d'exportations et à aucun moment en fonction des besoins de la consommation nationale"! Et nulle part n'est fait mention de la famine qui décime la population éthiopienne... D'autres précisions figurent en bonne place dans le document en question sur la destination et le sens desquels on peut légitimement s'interroger: on relève par exemple que "les conditions d'hygiène, donc de travail, de plusieurs abattoirs sont nettement déficientes, que les coûts salariaux sont d'un dollar éthiopien par jour et par homme"; à propos d'une firme d'abattage, il est précisé que "le premier syndicat vient d'être constitué"...

Nul besoin d'épiloguer: le groupe "Développement des industries intégrées de la viande", partie intégrante d'ICP était parvenu à pousser jusqu'au bout sa technique "d'infiltration", transformant une mission de la FAO en une simple mission d'exploration industrielle et commerciale.

Même ton pour les missions ICP au Venezuela (1972), au Brésil (1973) et au Pakistan (1974). Et ce ne sont que quelques cas parmi d'autres: sous le label FAO, les firmes du groupe "pesticides" d'ICP, qui représentent environ 90 pour cent de l'industrie mondiale des pesticides ont pu organiser à cinq reprises des séminaires régionaux pour promouvoir l'usage de leurs produits. Et cinq grandes firmes du groupe "aliments protéinés" (Ralston-Purina, Nestlé, CPC International, Unilever et BP) ont formé une commission mixte à l'ICP pour "tester de nouveaux concepts" dans les pays en voie de développement.

## LE WHO'S WHO A L'ACTION

Comment en était-on arrivé là?

C'est en 1966, à la demande même du directeur général de la FAO, qu'ICP jetait les bases de son expansion à l'intérieur des organisations internationales: il s'agissait alors de "faciliter le transfert de la technique agro-industrielle moderne vers les pays qui en étaient dépourvus"... A la fondation, dix-huit membres; dix ans plus tard, plus d'une centaine, obligatoirement des transnationales (des activités dans deux pays au minimum, dont un pays sous-développé), soit pratiquement tout le who's who de l'agro-industrie mondiale, quatre sur cinq des firmes britanniques les plus puissantes (Shell, BP, Unilever, ICI), deux représentants de Nestlé au sein des organes de direction, dont le président de sa filiale brésilienne Cibra comme "conseiller spécial" pour les missions d'ICP dans les pays en voie de développement; jusqu'aux pays de l'Est qui réclament leur part de gâteau: à côté de la majorité américano-britannique (respectivement 31 et 18 firmes), l'Agrip-Agrober de Hongrie et Polimex-Cekop et Polservice Foreign Trade de Pologne. En 1970, une nouvelle pierre à l'édifice, le Programme des Banquiers, claqué sur le modèle d'ICP (son président, M. Green, de la Barclay's Bank: "Si ICP peut identifier un projet (d'in-

vestissement), le Programme des Banquiers peut le financer"). En 1970, six banques, en 1975 cinquante membres, dont vingt banques commerciales des pays industrialisés et trente banques de pays en voie de développement; en première ligne, la Bank of America, la First National City Bank, la Barclay's Bank, la Mitsui Bank.

Au fil des années, ICP se renforce à tel point qu'on se demande finalement qui est au service de qui, ICP au service des objectifs de développement de la FAO, ou cette dernière, gigantesque bureau d'études (réseau d'experts professionnels — plus de deux mille — dans les pays sous-industrialisés, huit cent personnes au siège de Rome) et "carte de visite" respec-

---

*Occasion unique pour ICP, de faire valoir sa force et son organisation: la Conférence mondiale de l'alimentation, qui se tient à Rome en 1974. Et on constate en effet que la délégation d'ICP, avec non moins de 69 membres est la plus nombreuse... Tous ses membres (et même des firmes non-membres, soutient l'UITA) ont statut de délégués officiels, au même titre que les représentants des gouvernements et d'autres agences intergouvernementales. Officiellement accrédités dans tous les comités de la conférence, ils ont une influence primordiale sur les travaux engagés et sur plusieurs résolutions finales... Huit ans seulement après la création d'ICP!*

---

table à disposition des grandes firmes de l'agro-industrie et des banques. Comme le déclarait le secrétaire exécutif adjoint d'ICP, au sujet des facilités offertes par la FAO: "La plupart des membres d'ICP font un usage considérable de ces ressources; non seulement ils demandent de la documentation à la FAO, mais plusieurs fois par an ils envoient leurs meilleurs experts à Rome pour s'entretenir avec les experts et les exécutants des projets de la FAO; en outre la FAO entretient des conseillers /représentants dans quelque soixante pays en voie

de développement; ces hommes sont des agronomes expérimentés qui conseillent les gouvernements et qui aident à coordonner les projets agricoles locaux; d'une manière croissante, eux aussi fournissent maintenant des conseils et de l'aide aux membres d'ICP, y compris en facilitant des contacts entre les autorités gouvernementales et les personnalités financières et commerciales sur place".

Pour couronner le tout, ICP exploite habilement un statut juridique qui le place "sous l'autorité de l'Organisation" mais qui lui permet de fonctionner en grande partie de façon autonome grâce aux cotisations annuelles des firmes membres: avantage d'un statut officiel (locaux, ressources, représentation officielle), sans les "inconvenients d'une telle position (contrôle des organes directeurs, activité en harmonie exclusive de celle de la "maison-mère", entre autres).

Moralité? A la fin de l'année dernière, suite à une campagne d'information énérgique menée par l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes (UITA) ("il est aberrant que l'agro-industrie, si elle

---

## ANNEXE

### **Cent sociétés pour nourrir la moitié du globe**

Faire l'inventaire des questions agro-alimentaires mondiales, c'est d'abord souligner le rôle prépondérant d'une centaine de géants multinationaux dans ce secteur: on prévoit que, dans un proche avenir, près de la moitié de la production mondiale sera prise en main par un peu moins de cent firmes agro-alimentaires. Quelques points de repères et quelques indications de tendances (1).

Pour l'alimentation, le numéro 1 mondial, c'est le groupe anglo-hollandais Unilever: en 1976, près de 15 milliards de chiffre d'affaires; des usines aux Etats-Unis et au Canada, mais aussi

doit jouer un rôle de conseil dans la FAO n'en globe que les transnationales et exclue les autres entreprises, comme les coopératives ou les entreprises nationales; il est aberrant qu'ICP puisse exercer ses activités sans contrôle réel, ni des organes directeurs de la FAO, ni des organisations syndicales qui sont la meilleure garantie des critères sociaux dans la réalisation de nouveaux projets d'investissement; un organisme consultatif regroupant les forces économiques et sociales de l'agro-industrie devrait comprendre sur un pied d'égalité l'industrie et les organisations syndicales, cette règle étant en principe la norme dans le système des Nations Unies"), suite à une mise à jour de son activité donc, ICP doit quitter la FAO... Quelques mois plus tard — M. Schaffner et son lobby de multinationales suisses ayant été fort actives dans ce transfert — voilà ICP qui réapparaît dans le Programme des Nations Unies pour le développement... moyennant bien sûr un aménagement de ses statuts!

---

1) Voir, entre autres les bulletins de l'UITA Nos 4/1977 et 1-2/1978.

---

en Europe (Italie, Royaume-Uni, France, Espagne, Danemark, Belgique, Autriche, Norvège, Pays-Bas, Allemagne fédérale, Suisse, Portugal), en Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Pérou, Mexique, Vénézuéla), en Afrique (Ghana, Kenya, Nigéria), en Asie (Pakistan, Inde, Hongkong, Japon) et en Australie. L'implantation mondiale du second classé, Nestlé, est moins dense, 47 pays "seulement". Les spécialistes estiment que dans deux ou trois ans quatre ou cinq firmes réaliseront un chiffre d'affaires annuel dépassant les cinq milliards de dollars et que dans sept ou huit ans, avec cinq ou six de leurs semblables, elles assureront un cinquième de la production alimentaire mondiale. Une telle concentration de pouvoir financier suppose également bien sûr un "mouvement planétaire des systèmes

SUITE ET FIN AU VERSO

# Cent sociétés pour nourrir la moitié du globe

de consommation". Ce groupe dominant sera largement investi, comme aujourd'hui, par les Etats-Unis et le Royaume-Uni (actuellement, 48 firmes américaines réalisent près des deux tiers du chiffre d'affaires global dans ce secteur).

La plupart des "géants de l'alimentaire" sont diversifiés, en amont, ou en aval du secteur agro-alimentaire. Ce sont, en amont, pour ne

## La terre nourricière

	Superficie totale	Terres arables et cultures arbustives	Prairies et pâturages permanents	Forêts	Autres terres
Europe (URSS non comprise)	486920	143252	87281	148648	107653
URSS	2240220	232704	375100	920000	712416
Amérique du Nord et Amérique centrale	2246440	289207	325975	729733	901525
Amérique du Sud	1782980	100636	445235	928303	308806
Asie (Chine non comprise)	1793658	346556	337368	446918	660822
Chine	959696	130000	212400	147700	469596
Afrique	3031178	217578	793333	643651	1376616
Océanie	795553	45814	467080	44788	237871
TOTAL MONDIAL	13392026	1507000	3044386	4052559	4787913

La superficie totale représente la superficie totale du pays, y compris les étendues d'eau intérieures.

Les terres arables (y compris les jachères) et les cultures arbustives comprennent les cultures en plein champ (les zones où l'on fait une double récolte ne sont comptées qu'une fois) les jachères temporaires, les prairies temporaires destinées au fauchage ou au pâturage, les jardins, les zones plantées d'arbres fruitiers, de vigne, de sous-arbrisseaux fruitiers, et des plantations de coutchoutiers.

Les prairies et pâturages permanents sont les terres où poussent des cultures fourragères herbacées, autres que les herbes et les trèfles intégrés dans un système de rotation. En ce qui concerne les données réelles qui tombent sous cette rubrique, "les prairies et pâturages permanents" demeurent mal définis en raison de l'imprécision de la ligne de démarcation entre cette catégorie et : a) les prairies temporaires, habituellement comprises dans les terres arables; b) les pâturages (produisant du bois provenant de quelques arbres et arbrisseaux éparpillés) qui sont souvent compris dans les forêts.

citer que deux ou trois exemples, les vastes domaines assurant la production, pour Castle and Cook, 100 000 hectares d'ananas dans les îles du Pacifique, les ranches gigantesques en possession multinationale au Brésil, les plantations d'Unilever en Afrique et en Asie (dès 1928, palmiers à huile et caoutchouc au Cameroun; dès 1911, huile, cacao et thé au Congo; dès 1956, palmiers à huile au Gabon; dès 1936, palmiers à huile et caoutchouc au Nigéria où se développe également une intense production de bois; etc.).

L'intégration vers l'amont permet d'assurer un approvisionnement régulier en matières premières; la diversification vers l'aval vise à

Les forêts et les bois comprennent toutes les terres pourvues de peuplements naturels ou artificiels d'arbres ayant une valeur actuelle ou potentielle. La question des savanes, des broussailles du désert, des repousses et des terres mixtes soulève le même problème que pour les prairies et pâturages.

Autres terres: a) les terres inexploitées, mais potentiellement productives; dans la plupart des cas, cette classification est faite selon des données propres aux différents gouvernements informateurs et on trouve dans cette catégorie aussi bien des terres en voie de défrichement que des terres, qui à l'avenir, seront peut-être utilisées pour l'agriculture ou les forêts; b) les zones construites, les terrains vagues et autres surfaces occupées par des constructions, les routes ou chemins, les terres désertiques, les plans d'eau intérieurs et toutes autres terres non spécifiquement mentionnées.

Source : FAO, annuaire de la production 1975, vol. 29.

un contrôle des débouchés. Des exemples? Voyez les quelque 150 boulangeries industrielles et les 600 supermarchés répartis dans le monde entier, propriétés de Associated British Food (trente firmes du "groupe des cent" contrôle des chaînes de restaurants); voyez l'acquisition, par Nestlé, de la Compagnie internationale des wagons-lits.

Si les investissements agro-alimentaires tentent de plus en plus des sociétés implantées dans d'autres secteurs (investissement d'une quarantaine de millions de livres sterling par Imperial Chemical Industries dans une nouvelle technique d'aliments protéinés pour les animaux à partir du méthanol, sous-produit du gaz naturel), les groupes alimentaires eux-mêmes ne se sont pas encore lancés vraiment dans des activités industrielles (2) (exceptions notables: Générale Alimentaire qui avait lancé le soutien-gorge Lou, ou les participations de Coca-Cola dans des firmes "antipollution"); mais on est en droit de penser que l'étape sera franchie rapidement à l'image d'Unilever qui est en train de se lancer (via UAC International, instruments chirurgicaux, appareils de laboratoires, produits pharmaceutiques en Grande-Bretagne; pièces de rechange pour motos et vélos en France; automobiles au Ghana et au Nigéria; etc.) dans des secteurs qui lui étaient totalement étrangers.

## L'ENJEU

Même si les groupes dominants le secteur alimentaire sont encore des nains face aux géants des autres secteurs industriels (le numéro 1 des firmes alimentaires américaines n'est classé

1) Cf. "Comment mangerons-nous demain?" dossier "Economia" (juin 1977).

2) Jusqu'ici les entreprises agro-alimentaires avaient tendance à croître à l'intérieur même de leur secteur, par le biais d'acquisition de prises de contrôle d'autres entreprises (seul Nestlé jusqu'à présent, "a réalisé le tour de force de constituer une gamme de produits tellement diversifiés qu'il est possible de faire un repas complet uniquement avec des produits Nestlé").

qu'en vingt-deuxième position dans la liste des sociétés établie par "Fortune"), on conçoit l'importance d'un véritable "contre-pouvoir" alimentaire qui puisse favoriser le maintien de structures de production alimentaire autonomes dans le tiers monde: l'un des véritables enjeux de "l'infiltration" des multinationales dans les organisations des Nations-Unies est là.

**BAGATELLES**

Le nouveau président de la FOBB a travaillé pendant quelques années au secrétariat local de Bienne de ce syndicat. Il a parlé de ce temps à un rédacteur de "Biel-Bienne" et rappelé en particulier, un fameux week-end de votation des "gyms" de la Satus: "Nous nous rendimes aux urnes en file indienne, en tenue de gymnastique. Ce fut une démonstration commé je n'eus plus l'occasion d'en vivre une". Une idée à retenir pour lutter contre l'absentéisme?

\* \* \*

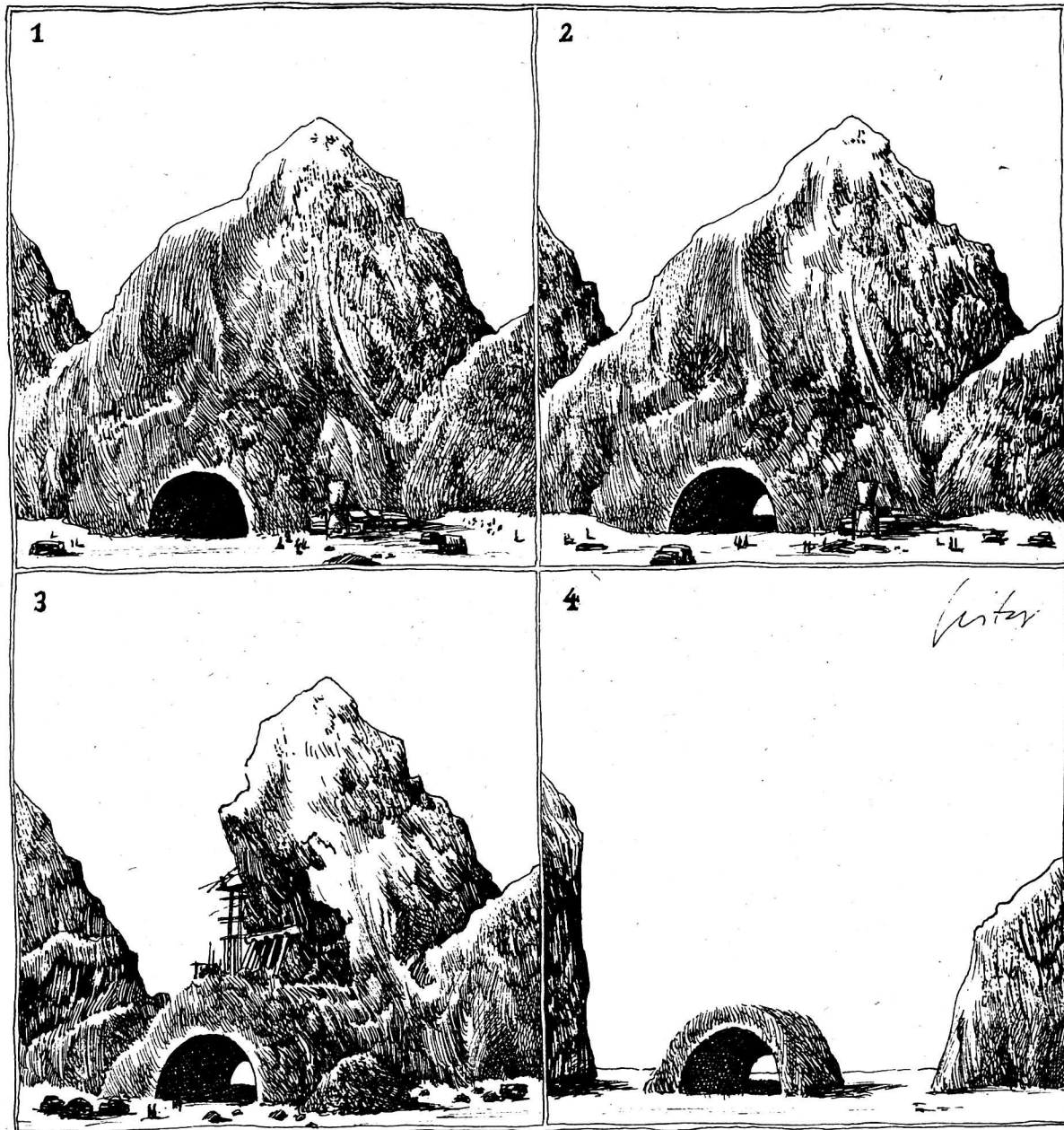
Résumé d'une enquête de Management Centre Europe sur les salaires des cadres en Europe. Elle est rapportée dans "L'expansion": le directeur d'usine français reste, comme l'an dernier, le mieux payé d'Europe; pour les autres postes (directeur général, directeur financier, directeur administratif, etc.) les salaires des cadres suisses arrivent en tête; les cadres dirigeants allemands sont généralement les plus jeunes.

\* \* \*

La sous-fédération Berne-Suisse occidentale de la Fédération des tireurs ouvriers comprend 24 sections dont trois en Suisse romande: Société de tir ouvrière de Fribourg, l'Avenir de Lausanne et l'Avenir d'Aigle.

\* \* \*

Paul E. Erdman, ce banquier américain qui a fait la connaissance des prisons bâloises avant de devenir un auteur à succès de romans de fiction politique et financière prépare un nouveau livre consacré à des affaires de corruption de conglomerats multinationaux. Il ne fait pas de doute que l'édition originale américaine sera soigneusement lue par des gens qui n'ont pas l'habitude de se perdre dans des romans...



Furka pendant le scandale; les travaux continuent.

## Les deux réalités

Encore *Les Indiens sont encore loin !*

Dans un article intéressant (*Le cinéma c'est autre chose*, DP 458) Roland Cosandey croit pouvoir m'accuser de confondre "deux réalités : celle du réel et celle de la fiction ; la première servant en l'occurrence de norme à la seconde, au mépris de toute distinction spécifique."

Il me semble que de manière générale, il a tout à fait raison et que la confusion qu'il dénonce est en effet "illégitime par nature". Il me semble toutefois aussi qu'une telle manière de voir est un peu schématique : D'un côté le réel ; de l'autre la fiction.

J'accorde qu'il est faux de vouloir retrouver en Swan Charles Haas, ou de voir dans le Hector Hulot de la Cousine Bette Victor Hugo. Qu'en est-il cependant de "Monseigneur" tel qu'il apparaît dans les *Mémoires* de Saint-Simon : "sans vice ni vertu, sans lumières ni connaissances quelconques, radicalement incapable d'en acquérir, très paresseux, sans imagination ni production, sans goût, sans choix, sans discernement, né pour l'ennui qu'il communiquait aux autres (...), absorbé dans sa graisse et dans ses ténèbres"... !

Roland Cosandey me répondra que les *Mémoires* ne sont pas oeuvre de fiction — ce que j'accorde encore.

Dirons-nous cependant que Saint-Simon se meut dans une réalité qui serait celle du "réel" ? J'imagine qu'il m'accordera à son tour que ce n'est pas le cas. Du moins voulons-nous l'espérer pour la mémoire du Grand Dauphin, dont des historiens récents ont pu prétendre qu'il était loin d'être aussi nul qu'on a bien voulu le dire !

Ce qui revient à dire qu'il y a deux réalités : celle du réel et celle de la fiction, mais que

même l'oeuvre qui prétend le plus délibérément s'inscrire dans la "réalité du réel" est pour une part oeuvre de fiction, vivant de transcription et de récréation — cependant que même l'oeuvre de fiction la plus décidée comprend des éléments de réel.

En somme, la confusion ne viendrait pas tant de moi, d'une erreur de lecture que j'aurais faite, que — je ne dis pas de l'auteur du film, mais — de la présentation qui en a été faite, du lancement publicitaire, qui annonçait un témoignage, un document sur "l'ennui suisse" ! (Ainsi Klee, dans un passage célèbre, montrant l'artiste tout effort pour construire et ordonner sa toile, pendant qu'un quelconque profane se penche par-dessus son épaule et s'écrie : "Mais l'oncle n'est pas du tout ressemblant !" — mais justement Klee a la sagesse de ne pas intituler son tableau : *Portrait de l'oncle B. !*)

(A cet égard, l'exemple que donne Cosandey est caractéristique, quand il écrit : "C'est bien naturel : Jean Calmet n'est-il pas Jacques Chessex ? " *L'Ogre* n'est peut-être pas un très bon roman — malgré le Goncourt ! — dans la mesure où pour le lecteur d'ici, il n'est guère possible de n'y pas voir un roman à clés... Insuffisante transposition !)

A propos : Avez-vous lu *Le Silence des Atlantes*, de Gérard Valbert ? Peut-être aussi n'est-ce pas un grand roman, mais c'est assurément un admirable poème !

J.C.

## Empire secret

Remarque du "Handelszeitung" au sujet de l'augmentation de capital de "Publicitas" : "En matière de publicité Publicitas est plutôt réticente, contrairement à ce que pourrait faire croire son nom". Le moniteur économique ajoute que cela n'est pas nécessairement mauvais en ce qui concerne les perspectives de croissance du titre.

## Le patronat du textile : «dur mais correct!»

La situation dans laquelle se trouve actuellement l'industrie du textile dans notre pays a inspiré quelques réflexions bien senties, au milieu du mois passé, à M. Boller, le président de l'Association patronale de l'industrie textile qui tenait ses assises annuelles.

"On le sait, le syndicat de la branche nous considère comme durs, mais corrects", a lancé le patron des patrons du textile après avoir situé les efforts à consentir pour trouver de nouveaux "créneaux" commerciaux et de nouveaux débouchés... Et de fait, les sacrifices inévitables lui apparaissent assez clairement : "Il convient d'examiner comment au niveau de la direction et dans le domaine social, la compétitivité peut être maintenue et améliorée ; il y a à cet égard deux facteurs sur lesquels en tant qu'entreprise et association, nous pouvons exercer une certaine influence : la qualité du climat de travail qui ne laisse prise ni aux conflits ni aux grèves et la modération dans l'évolution des conditions de travail ; si nous devons être soumis à des pressions supplémentaires de ce côté-là comme le sont les employeurs allemands, nos perspectives d'avenir seraient plus sombres". On voit dès l'abord qui devra, en première ligne, payer la "crise"...

M. Boller d'aller encore plus loin dans le style "dur mais correct" : "(...) Nous devons combattre avec la plus grande vigilance et la plus grande fermeté l'introduction de ce qu'il est convenu d'appeler "la sécurité des places de travail" telle que la connaissent l'Allemagne et l'Italie, et qui rend la restructuration des entreprises virtuellement impossible ; dans certains cas particuliers, on a déjà exigé du patronat que lors de grands licenciements, le soin soit laissé aux syndicats de choisir ceux qui doivent partir"... On comprend mieux pourquoi, sur sa lancée, M. Boller demandait ensuite de nouveaux contingents de travailleurs étrangers : taillables et corvéables à merci !